

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 453

[2004/200246]

18 DECEMBRE 2003. — Décret-programme portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à la dette*

Art. 2. Au 1^{er} janvier 2003, la Région wallonne est autorisée à reprendre en son nom propre la dette constituée par les emprunts souscrits par des tiers, pour lesquels une intervention de la Région est prévue dans les charges d'intérêts et/ou d'amortissements.

Art. 3. Le Gouvernement wallon est chargé de la mise en œuvre de la présente section, de la fixation de ses modalités d'application et notamment de dresser la liste des emprunts visés à l'article 2.

Art. 4. La présente section produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2003.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à l'action sociale et à la santé**Section 1^{re}. — Dispositions relatives à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère*

Art. 5. L'article 4 du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le Gouvernement présente au Conseil régional wallon :

1^o avant le 30 juin de l'année suivant l'année qu'il couvre, un rapport annuel décrivant les actions menées en matière d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

2^o avant le 30 juin de l'année suivant la troisième année qu'il couvre, un rapport d'évaluation sur la politique relative à cette même intégration. »

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré un chapitre VI rédigé comme suit :

« CHAPITRE VI. — *Le Conseil consultatif wallon pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère*

Art. 18. Il est créé un Conseil consultatif wallon pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Le Conseil a pour missions :

1^o de rendre des avis, d'initiative ou à la demande du Conseil régional wallon ou du Gouvernement, sur l'accès aux droits sociaux, culturels, juridiques, économiques, administratifs et politiques par les populations étrangères ou d'origine étrangère;

2^o de rendre des avis préalables sur les rapports visés à l'article 4 et, plus particulièrement, sur les actions menées par le Carrefour interculturel wallon et les centres régionaux d'intégration;

3^o d'alimenter la prise de décision au niveau des politiques en Région wallonne et de veiller à apporter les recommandations nécessaires à d'autres niveaux de pouvoir lorsque les politiques de la Région wallonne sont amenées à s'inscrire dans un cadre plus large ou lorsque celles-ci ont une influence directe ou indirecte sur la politique d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

4^o de rendre des avis, d'initiative ou à la demande du Conseil régional wallon ou du Gouvernement, sur la politique d'accueil des gens du voyage en Région wallonne ainsi que sur les droits sociaux, culturels, juridiques, économiques et administratifs des problèmes rencontrés par les populations tsiganes.

Art. 19. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme, pour un terme renouvelable de quatre ans, les membres du Conseil consultatif wallon pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère. Celui-ci est composé de :

1^o six représentants des organisations syndicales représentatives, proposés par le Conseil économique et social de la Région wallonne;

2^o six représentants des organisations patronales, proposés par le Conseil économique et social de la Région wallonne;

3^o quatorze membres d'associations subventionnées par la Région wallonne depuis au moins un an au jour de la désignation de leur représentant, dont :

a. sept représentants issus des Conseils représentatifs des centres régionaux d'intégration et proposés par les dits Conseils;

b. sept représentants issus d'initiatives locales;

4^o trois représentants du Gouvernement;

5^o un représentant de l'Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

6^o un représentant de la fédération des C.P.A.S. de l'Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

7^o un membre de la Fédération des centres régionaux d'intégration;

8^o un membre du Carrefour interculturel wallon;

9^o un représentant du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Le Gouvernement désigne également, pour chaque membre effectif, un suppléant.

En ce qui concerne la désignation des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3^o, le Gouvernement veille à assurer une diversité de représentation des publics concernés, en tenant compte des paramètres suivants :

1^o le statut administratif des publics;

2^o la présence de nouveaux migrants et de nouvelles communautés;

3^o les actions d'intégration développées;

4° la couverture territoriale de la Région wallonne;

5° la représentation des gens du voyage.

Le Conseil peut inviter à ses réunions toute personne dont il estime que l'audition serait utile à ses travaux.

§ 2. Les membres visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° à 9°, siègent avec voix consultative.

§ 3. Sur proposition du Conseil, le Gouvernement désigne le président parmi les membres visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Sur proposition du Conseil, le Gouvernement désigne le vice-président parmi les membres visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°.

§ 4. Le secrétariat du Conseil est assuré par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 20. Le siège du Conseil consultatif wallon pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est fixé au sein du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 21. Le Gouvernement octroie au Conseil économique et social de la Région wallonne une dotation lui permettant d'assurer le paiement des jetons de présence et des frais de déplacement des membres du Conseil consultatif wallon pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, ainsi que des frais de secrétariat.

Le Conseil fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement. »

Section 2. — Disposition relative à l'agrément et au subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile

Art. 7. L'article 10bis du décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile, modifié par le décret de la Région wallonne du 19 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10bis. L'octroi de nouveaux agréments aux centres de coordination de soins et services à domicile est suspendu.

Toutefois, cette suspension n'est pas applicable au renouvellement d'agrément pour des centres agréés avant le 1^{er} janvier 1998.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut agréer une personne morale de droit public ou une association sans but lucratif qui regroupe des centres agréés.

Si les centres ainsi regroupés se situent dans une même zone de soins à desservir en fonction du découpage territorial tel qu'arrêté par le Gouvernement wallon, ceux-ci doivent couvrir ensemble l'entièreté de cette zone.

Si les centres ainsi regroupés se situent dans plusieurs zones de soins à desservir en fonction du découpage territorial tel qu'arrêté par le Gouvernement wallon, ceux-ci doivent couvrir ensemble l'entièreté de ces zones.

L'agrément peut être octroyé au plus tôt à la date de la constitution de cette personne morale.

La demande doit être introduite conjointement par la personne morale et par les centres concernés.

La personne morale reprend intégralement les droits et obligations des centres agréés qui la composent vis-à-vis de la Région wallonne. »

Section 3. — Dispositions relatives à l'intégration professionnelle des ayants droit à l'intégration sociale

Art. 8. Au sens de la présente section, on entend par :

1° centre : tout centre public d'aide sociale situé en Région wallonne, à l'exception des centres publics d'aide sociale qui dépendent de la Communauté germanophone;

2° ayant droit : toute personne bénéficiaire du droit à l'intégration sociale ou toute personne bénéficiaire de l'aide sociale équivalant à l'intégration sociale lorsqu'il s'agit d'une personne qui, inscrite au registre des étrangers et bénéficiant d'une autorisation de séjour illimitée, n'a pas droit à l'intégration sociale en raison de sa nationalité.

Art. 9. L'intégration professionnelle des ayants droit mis à l'emploi sous contrat de travail par ou à l'initiative des centres publics d'aide sociale bénéficie d'un subventionnement régional.

Sont considérés comme des mises à l'emploi :

1° l'engagement sous contrat de travail par le centre public d'aide sociale d'un ayant droit, que celui-ci soit ou non mis à disposition d'un tiers visé à l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;

2° l'engagement d'un ayant droit sous contrat de travail par un employeur privé ou public conventionné avec le centre en application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.

Art. 10. Le Gouvernement est habilité à arrêter les conditions et les modalités d'octroi des subventions, ainsi que leurs modalités de contrôle et de liquidation.

Section 4. — Dispositions relatives à l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes

Art. 11. L'article 11bis, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, inséré par le décret du 16 décembre 1998, est complété comme suit :

« Les centres de référence sont également chargés d'accompagner les écoles de consommateurs visées à l'article 11quater en leur apportant une aide logistique, pédagogique et technique ainsi qu'un soutien dans l'évaluation continue des projets. »

Art. 12. A l'article 11ter du même décret, inséré par le décret du 16 décembre 1998, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« L'Observatoire du crédit et de l'endettement garantit la cohérence des actions menées par les différentes écoles de consommateurs et dispense une formation spécifique aux animateurs. »

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 11^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 11^{quater}. § 1^{er}. Le Gouvernement peut reconnaître, sous l'appellation « écoles de consommateurs », les services qui accomplissent une mission de prévention du surendettement.

Pour être reconnu, le service doit :

1^o faire partie d'un organisme, d'une institution ou d'une association socioculturel, public ou privé, qui :

a. dispose d'au minimum un travailleur équivalent temps plein exerçant une fonction d'animateur ou d'intervenant social.

Les associations qui ne disposent pas d'un travailleur équivalent temps plein peuvent être reconnues à condition de s'adjoindre les services d'un animateur ou d'un intervenant social professionnel qui cosignera le projet;

b. dispose d'un local permettant d'accueillir un groupe d'au moins quinze personnes;

2^o avoir le siège de ses activités en Région wallonne;

3^o assurer l'aide aux bénéficiaires sans distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou d'orientation sexuelle, et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés;

4^o être organisé de manière à s'adapter aux besoins exprimés par les bénéficiaires;

5^o établir des collaborations et travailler en partenariat avec les services nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le Gouvernement détermine les conditions relatives à la formation de l'animateur et de l'intervenant social et aux modalités de collaboration de l'école de consommateurs avec les centres de référence et les écoles de consommateurs existantes.

Les écoles de consommateurs sont sélectionnées sur la base d'un appel à projets biennal. Cet appel à projets est lancé à l'initiative du Gouvernement, dans le courant du deuxième trimestre 2004. Préalablement à la reconnaissance, le Gouvernement requiert l'avis des centres de référence et de l'Observatoire du crédit et de l'endettement.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'appel à projets et la procédure de reconnaissance.

La reconnaissance est accordée pour une période de deux ans renouvelable.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, et selon les conditions et les modalités qu'il détermine, le Gouvernement octroie aux écoles de consommateurs des subventions destinées à couvrir des frais de fonctionnement. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 603 (2003-2004) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 16 décembre 2003.

Discussion - Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 453

[2004/200246]

18 DECEMBER 2003. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen inzake schuld*

Art. 2. Op 1 januari 2003 is het Waalse Gewest gemachtigd tot de overname in eigen naam van de schuld bestaande uit door derden aangegane leningen waarvoor voorzien wordt in een tegemoetkoming van het Gewest in de rente- en/of aflossingslasten.

Art. 3. De Waalse Regering wordt belast met de tenuitvoerlegging van deze afdeling, met de bepaling van de toepassingsmodaliteiten ervan en, meer bepaald, met de opstelling van de lijst van de leningen bedoeld in artikel 2.

Art. 4. Deze afdeling treedt in werking op 1 januari 2003.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake sociale actie en gezondheid*

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

Art. 5. Artikel 4 van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. De Regering legt de volgende verslagen voor aan de Waalse Gewestraad :

1° vóór 30 juni van het jaar na dat waarop het betrekking heeft, een jaarverslag met de omschrijving van de gevoerde acties inzake integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

2° vóór 30 juni van het jaar na het derde jaar waarop het betrekking heeft, een evaluatieverslag over het beleid gevoerd inzake bovenbedoelde integratie. »

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VI. — *Waalse adviesraad voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst*

Art. 18. Er wordt een Waalse adviesraad voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst opgericht.

De Raad vervult de volgende opdrachten :

1° hij geeft advies, op eigen initiatief of op verzoek van de Waalse Gewestraad of van de Regering, i.v.m. de toegangsmogelijkheden tot de sociale, culturele, juridische, economische, administratieve en politieke rechten voor vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst;

2° hij geeft voorafgaand advies over de verslagen bedoeld in artikel 4 en meer bepaald over de acties gevoerd door de "Carrefour interculturel wallon" en de gewestelijke integratiecentra;

3° hij draagt bij in de besluitvorming m.b.t. de beleidsvormen in het Waalse Gewest en geeft de nodige aanbevelingen op andere bestuursniveaus als de beleidsvormen van het Waalse Gewest in een ruimer kader moeten passen of als ze rechtstreeks of onrechtstreeks een weerslag hebben op het beleid tot integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst;

4° hij geeft advies, op eigen initiatief of op verzoek van de Waalse Gewestraad of van de Regering, over het beleid inzake onthaal van rondtrekkende bevolkingsgroepen in het Waalse Gewest, alsook over de sociale, culturele, juridische, economische en administratieve rechten i.v.m. problemen waarmee zigeuners geconfronteerd worden.

Art. 19. § 1. De Regering benoemt de leden van de Waalse adviesraad voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst worden voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

De Raad bestaat uit :

1° zes vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties, voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest);

2° zes vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties, voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne";

3° veertien leden van de verenigingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest sinds minstens één jaar op de datum van aanwijzing van hun vertegenwoordiger, onder wie :

a. zeven vertegenwoordigers uit de representatieve raden van de gewestelijke integratiecentra, voorgedragen door die raden;

b. zeven vertegenwoordigers uit plaatselijke initiatieven;

4° drie vertegenwoordigers van de Regering;

5° een vertegenwoordiger van de "Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Vereniging van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest);

6° een vertegenwoordiger van de federatie van de O.C.M.W.'s van de "Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne";

7° een vertegenwoordiger van de Federatie van de gewestelijke integratiecentra;

8° een lid van de "Carrefour interculturel wallon";

9° een vertegenwoordiger van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

De Regering wijst voor elk gewoon lid een plaatsvervangend lid aan.

Wat betreft de aanwijzing van de leden bedoeld in het eerste lid, 3°, zorgt de Regering voor een verscheidenheid in de vertegenwoordiging van de betrokken bevolkingsgroepen, met inachtneming van de volgende parameters :

1° het administratief statuut van de bevolkingsgroepen;

2° de aanwezigheid van nieuwe migranten en nieuwe gemeenschappen;

3° de ontwikkelde integratieacties;

4° de territoriale bediening van het Waalse Gewest;

5° de vertegenwoordiging van de rondtrekkende bevolkingsgroepen.

Elke persoon van wie de Raad acht dat hij nuttige informatie i.v.m. zijn werkzaamheden kan verstrekken, kan op zijn vergaderingen uitgenodigd worden.

§ 2. De leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4° tot 9°, hebben zitting met raadgevende stem.

§ 3. Op de voordracht van de Raad wijst de Regering de voorzitter aan onder de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°.

Op de voordracht van de Raad wijst de Regering de ondervoorzitter aan onder de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°.

§ 4. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

Art. 20. De zetel van de Waalse adviesraad voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst is gevestigd binnen de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

Art. 21. De Regering kent een dotatie toe aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" zodat hij kan zorgen voor de betaling van de presentiegelden en reisvergoedingen van de leden van de Waalse adviesraad voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst, alsook van de secretariaatskosten.

De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering. »

*Afdeling 2. — Bepaling inzake de erkenning en de subsidiëring
van de centra voor de coördinatie van zorgverstrekking en diensten voor thuisverpleging*

Art. 7. Artikel 10*bis* van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor de coördinatie van zorgverstrekking en diensten voor thuisverpleging, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 19 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10*bis*. De toekenning van nieuwe erkenningen aan de centra voor de coördinatie van zorgverstrekking en diensten voor thuisverpleging wordt opgeschort.

De opschorting is echter niet van toepassing op de hernieuwing van de erkenning voor de centra erkend vóór 1 januari 1998.

In afwijking van het eerste lid, kan de Regering een erkenning verlenen aan een publiekrechtelijke rechtspersoon of een vereniging zonder winstoogmerk die erkende centra groepeerd.

Als de aldus gegroepeerde centra gevestigd zijn in verschillende zorgverleningsgebieden te bedienen naar gelang van de territoriale indeling bepaald door de Waalse Regering, moeten ze gezamenlijk het geheel van die gebieden bedienen.

De erkenning kan ten vroegste op de datum van oprichting van bedoelde rechtspersoon toegekend worden. De aanvraag wordt gezamenlijk door de rechtspersoon en de betrokken centra ingediend.

De rechtspersoon neemt de rechten en verplichtingen van de erkende centra waaruit ze samengesteld is integraal over t.o.v. van het Waalse Gewest. »

Afdeling 3. — Bepalingen inzake de inschakeling in het arbeidscircuit van de gerechtigden op sociale integratie

Art. 8. In de zin van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° centrum : elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gelegen in het Waalse Gewest, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteren;

2° gerechtigde : elke persoon die het recht op sociale integratie geniet of elke persoon die aanmerking komt voor sociale hulpverlening die gelijk staat met sociale integratie als het gaat om een persoon die ingeschreven is in het vreemdelingenregister en in aanmerking komt voor een onbeperkte verblijfsvergunning maar geen recht heeft op sociale integratie wegens zijn nationaliteit.

Art. 9. De inschakeling in het arbeidscircuit van de gerechtigden tewerkgesteld op grond van een arbeidscontract door of op initiatief van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn is het voorwerp van een gewestelijke subsidiëring.

Als tewerkstelling worden beschouwd :

1° de indienstneming, middels een arbeidscontract, door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gerechtigde al dan niet ter beschikking gesteld van een derde bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s;

2° de indienstneming, middels een arbeidscontract, van een gerechtigde door een privé- of een openbare werknemer die met het centrum een overeenkomst heeft gesloten krachtens artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s.

Art. 10. De Regering is bevoegd voor de bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van de subsidies, alsook van de modaliteiten voor de controle erop en de betaling ervan.

Afdeling 4. — Bepalingen betreffende de instellingen voor schuldbemiddeling

Art. 11. Artikel 11*bis*, § 2, eerste lid, van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling, ingevoegd bij het decreet van 16 december 1998, wordt aangevuld als volgt :

« De referentiecentra staan ook in voor de begeleiding van de consumentenscholen bedoeld in artikel 11*quater* en verlenen hen een logistieke, pedagogische en technische steun, alsook bijstand bij de permanente evaluatie van de projecten. »

Art. 12. In artikel 11 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 16 december 1998, wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

« Het Waarnemingscentrum krediet en schuldenlast waarborgt de cohesie van de acties gevoerd door de verschillende consumentenscholen en geeft de terreinwerkers een specifieke opleiding. »

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 11*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11*quater*. § 1. De diensten die een opdracht inzake schuldenlastpreventie vervullen, kunnen onder de benaming "consumentenscholen" door de Regering erkend worden.

Om erkend te worden moet de dienst :

1° deel uitmaken van een sociaal-culturele openbare of privé inrichting, instelling of vereniging die :

- a. beschikt over minstens één voltijdse werknemer in een functie van opbouwwerker of sociaal bemiddelaar;
- b. beschikt over een lokaal dat een groep van minimum vijftien personen kan onderbrengen;

2° zijn activiteitenzetel in het Waalse Gewest hebben;

3° steun verlenen aan de gerechtigden zonder onderscheid van nationaliteit, geloof, mening of seksuele oriëntatie, en met inachtneming van de ideologische, filosofische of religieuze overtuigingen van de betrokkenen;

4° georganiseerd zijn zodat ingespeeld kan worden op de behoeften van de gerechtigden;

5° samenwerkingsverbanden aanleggen en in partnerschap werken met de diensten die nodig zijn voor de vervulling van zijn opdrachten.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de opleiding van de opbouwwerker en de sociaal bemiddelaar en de modaliteiten voor de samenwerking van de consumentenschool met de referentiecentra en de bestaande consumentenscholen.

De consumentenscholen worden geselecteerd na een tweejaarlijkse oproep tot projecten. Die oproep tot projecten wordt op initiatief van de Regering in de loop van het tweede kwartaal 2004 gedaan. Voór de erkenning verzoekt de Regering de referentiecentra en het Waarnemingscentrum voor krediet en schuldenlast om advies.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de oproep tot projecten en de erkenningsprocedure.

De erkenning wordt verleend voor een hernieuwbare periode van twee jaar.

§ 2. De Regering verleent de consumentenscholen subsidies ter dekking van hun werkingskosten binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 november 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 603 (2003-2004) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 december 2003.

Bespreking - Stemming.